

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 07/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIRBUS ATLANTIC

Boulevard des Apprentis - BP 50301 - 44605 Saint-Nazaire
Références : N6-2023-824-RAPPORT

Code AIOT : 0006300950

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement AIRBUS ATLANTIC implanté Boulevard des Apprentis BP 50301 44605 Saint-Nazaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS ATLANTIC
- Boulevard des Apprentis BP 50301 44605 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006300950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AIRBUS ATLANTIC à Saint-Nazaire a une activité de fabrication de pièces, d'éléments et d'assemblage de sous-ensemble pour des cellules d'aéronefs. Elle dispose notamment de cabines de peintures et de bains de traitement de surface (TS). L'inspection a porté majoritairement sur les rejets liés aux installations de TS.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente visite non soldées au moment de l'inspection
- rejets atmosphériques issus de l'activité de traitement de surface (action nationale 2023)
- rejets de COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Collecte des rejets atmosphériques et évacuation par des cheminées | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 2 | Efficacité filtration cabines de peintures | Règlement européen du 18/12/2006, articles 60-§9-d et f | Susceptible de suites | Sans objet |
| 4 | Points de rejets (substance toxique) – ventilation | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12 | / | Sans objet |
| 5 | Traitement des fumées – consignes | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 3 | Captation des émissions | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25 | / | Sans objet |
| 6 | Surveillance des rejets – prélèvement | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 | / | Sans objet |
| 7 | Surveillance des rejets – valeurs d'émission | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35 | / | Sans objet |
| 8 | Surveillance des rejets – programme | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 | / | Sans objet |
| 9 | Surveillance des rejets – conformité | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 | / | Sans objet |
| 10 | Respect des VLE | Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 26 | / | Sans objet |
| 11 | PGS 2022 | Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3.2.2.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit indiquer s'il est possible de réduire le nombre de cheminées de rejet des cabines

de peintures (avec échéancier de travaux à transmettre) ou justifier qu'il est technico-économiquement impossible de réduire leur nombre. Il doit également transmettre la preuve d'une efficacité de filtration du chrome VI supérieure à 99% pour ces cabines. Les conditions de ventilation du stockage de trioxyde de chrome doivent être revues et des consignes d'exploitation des laveurs de vapeur du TS rédigées dans l'objectif du respect des VLE de l'AP du 2 août 2018 en toute circonstance.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Collecte des rejets atmosphériques et évacuation par des cheminées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et évacuation des rejets atmosphériques |
| <p>Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Constats : Dans le rapport faisant suite à l'inspection du 23/09/22, il avait été indiqué que, chaque cabine de peinture possédant sa propre cheminée de rejet, il est attendu que l'exploitant précise si ces points de rejets à l'atmosphère peuvent être réduits et, à défaut, argumente pourquoi il est technico-économiquement impossible de réduire leur nombre. Par ailleurs, il avait également demandé à l'exploitant d'indiquer comment il prend en compte les écarts aux normes susvisés concernant les sections de mesures de ses cheminées. Au cours de l'inspection du 06/07/23, l'exploitant a indiqué qu'il s'était mis en relation avec son fournisseur de cabine de peinture afin de transmettre une réponse dans les meilleurs délais.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant apporte une réponse au présent rapport quant à la réduction du nombre de points de rejets à l'atmosphère concernant les cabines de peintures et aux écarts aux normes concernant les sections de mesures de ces cheminées.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°2 : Efficacité filtration cabines de peintures

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 60-§9-d et f |
| Thème(s) : Produits chimiques, risques chroniques |
| <p>Prescription contrôlée : 9. L'autorisation précise (dans le cas présent, autorisations REACH pour l'utilisation de peinture à base de chromates) : d) les conditions dont l'autorisation est éventuellement assortie ; f) l'éventuel suivi.</p> <p>L'autorisation REACH prévoit notamment une réduction des émissions dans l'air avec une efficacité d'au moins 99%.</p> <p>Au cours de l'inspection du 12/10/21, il avait été indiqué à l'exploitant que "La procédure de</p> |

maintenance doit avoir comme objectif d'assurer l'efficacité minimale de filtration de 99 % susvisée. Aussi, elle devrait décrire en quoi elle permet de respecter cet objectif en permanence (de la mise en place du filtre à son remplacement) et présenter les scénarios de défaillance du système de filtration (détection, alerte, actions correctives...)."

Constats : Dans le rapport fait suite à l'inspection du 23/09/22, il avait été demandé à l'exploitant qu'il transmette des éléments attestant d'une efficacité de filtration (entrée / sortie cabine) supérieure à 99%. Au cours de l'inspection du 06/07/23, l'exploitant a indiqué que des mesures ont été réalisées par un bureau d'études le 28/06/23 et qu'il était en attente du rapport.

Il est attendu que l'exploitant transmette en réponse au présent rapport les résultats des mesures réalisées le 28/06/23 susvisées justifiant de l'efficacité minimale de filtration.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Captation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25

Thème(s) : Actions nationales 2023, Captation des émissions

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bails doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté que les émissions atmosphériques des bails de traitement de surface (ateliers U57 et U83) sont captées et canalisées vers des laveurs de gaz (3 laveurs pour l'atelier U83 et 1 laveur pour l'atelier U57) pour traitement avant rejet à l'atmosphère.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Points de rejets (substance toxique) – ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12

Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets (substance toxique), ventilation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.

Constats : Le site comprend un bain à base de trioxyde de chrome (bain "alodine" de 25 m³ dans l'atelier U83). Les conditions de stockage du trioxyde de chrome permettant la régénération du bain ont été contrôlées au cours de l'inspection. Le stockage est bien réalisé dans une armoire fermée avec trappe de ventilation en partie basse située dans un bâtiment à accès contrôlé. **Le système de ventilation ne donne donc pas sur l'extérieur mais sur l'intérieur du bâtiment.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Traitement des fumées – Consignes

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. (...) Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; (...) - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>Constats : L'exploitant a transmis avant l'inspection des fiches de maintenance des laveurs de gaz qui permettent de tracer les opérations de maintenance qui sont réalisées sur ces installations mais n'a pas présenté de consigne d'exploitation de ces laveurs permettant le respect des valeurs limites de rejet prescrites à l'article 3.2.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 2 août 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en fonctionnement normal ; - en période de démarrage et d'arrêt ; - en cas dysfonctionnement de l'installation. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°6 : Surveillance des rejets – prélèvement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejet, prélèvement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Art.58-III. De l'AM du 02/02/1998 : Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis avant la visite un document intitulé "Mesures des émissions atmosphériques des laveurs de gaz U57 et U83" relatif aux mesures de 2022 (prélèvements réalisés les 7 et 8 décembre 2022). Ce document est élaboré par un organisme accrédité par le COFRAC.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°7: Surveillance des rejets – valeurs d'émission

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets, VLE |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. |
| Constats : L'exploitant fait bien réaliser une fois par an une mesure des rejets atmosphériques issus de l'activité de traitement de surface. Il a transmis avant l'inspection un document intitulé "Mesures des émissions atmosphériques des laveurs de gaz U57 et U83" relatif aux mesures de 2022 (prélèvements réalisés les 7 et 8 décembre 2022). Ces mesures portent bien sur l'ensemble des polluants visés à l'article 3.2.2.1 de l'AP d'autorisation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°8 : Surveillance des rejets – programme

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets, programme |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Art.58-II. De l'AM du 02/02/1998 II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. |
| Constats : Le rapport de mesures des émissions atmosphériques des laveurs de gaz U57 et U83 cite les méthodes normalisées de référence mises en œuvre pour la mesure des rejets issus de l'activité de traitement de surface. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°9 : Surveillance des rejets – conformité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Art.58-IV de l'AM du 02/02/1998 IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Le rapport de mesures des émissions atmosphériques des laveurs de gaz U57 et U83 ne fait pas apparaître de non respect des valeurs limites d'émission (voir point de contrôle suivant) |

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26

Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des VLE

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Tableau de VLE de l'AP ou l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

POLLUANT REJET DIRECT (en mg/m³)

Acidité totale exprimée en H= 0,5

HF, exprimé en F = 2

Cr total = 1

Cr VI = 0,1

Ni = 5

CN = 1

Alcalins, exprimés en OH = 10

NOx, exprimés en NO2= 200

SO2 = 100

NH₃= 30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Cas particulier de l'attaque nitrique :

NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.

Rejets de cyanure : si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m³ ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit prendre en compte l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.

Constats : Le rapport de mesures des émissions atmosphériques des laveurs de gaz U57 et U83 montre un respect des VLE pour l'année 2022 pour l'ensemble des paramètres susvisés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°11 : PGS 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3.2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, émissions de COV

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions de C.O.V tel que défini par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Ce schéma permet d'atteindre une valeur limite maximale de

rejets de 55 t/an (à iso-production 2013 rapportée aux nombres d'heures travaillées soit 820 650) calculée de la manière suivante :

Emission annuelle totale de COV année n * (nombres d'heures travaillées en 2013 / nombres d'heures travaillées année n) < 55 tonnes.

Constats : L'analyse documentaire du PGS 2022 transmis avant l'inspection, le 23/03/23, montre un respect de la valeur limite d'émissions en COV à iso-production 2013 : 48,9 T pour une valeur limite à 55T/an. Ainsi, après le léger dépassement de la VLE en 2021 (56,8 T), il y a un retour à la conformité des rejets en COV en 2022. Le PGS présente également le plan d'actions 2023 concernant ses émissions de COV, notamment :

- amélioration du suivi des consommations et des émissions des solvants de l'unité Tubes & Pipes ;
- recherche de substitution (Diestone DLS et Diestione E) ;
- priorisation de l'utilisation du Diestone DLS sous forme de lingettes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet